



PACTE SOCIAL: N'SHOLE DÉMOLIT LES MENSONGES DE KANKIENZA

PAGE 7



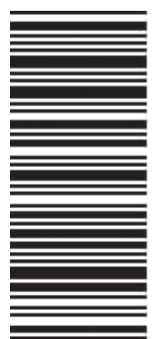
CORNEILLE NANGAA NE DISPOSE D'AUCUN CARRÉ MINIER (SAEMAPE)

PAGE 5



MINAKU, SHADARY ET KAMBERE LIBRES APRÈS UNE LONGUE AUDITION

▶ PAGE 3



ISSN 2958-6399



«Dissensus» à l'Union sacrée

LIRE À LA PAGE 2



BI-HEBDOMADAIRE
D'INFORMATIONS
GENERALES

Avenue Tombalbaye n°51,
Immeuble Masamba, local 80,
Gombe-Kinshasa

Courriel
ouraganfm1@gmail.com,
jricumande@gmail.com

Site web : www.ouragan.cd
Numéro Impôt: A1804527R
Id. Nat: 01-173-N-299119C
RCCN: 18-B-00-283
ISSN: 2958-6380 / 2958-6399

Compte bancaire
05100051010105248020270

Fondateur
JEANRIC UMANDE

Directeur Général
JEANRIC UMANDE
+243 993171277

Directeur de Publication
ALEXIS EMBA
+243 901920146

Rédacteur en Chef
PATRICK MPUU
+243 825353638

Rédacteur Adjoint /
Rubrique culture
St HERVE M'BUY
+243 815876256

Chef rubrique Economie
GABY KUBA
+243 810058951

Secrétaires de Rédaction
RICHARD NTUMBA, LANDRY AMISI
& KOKOLO JEAN

Rédaction Générale
ATHANASE MWENGE, GRADY MUGISHO
DAN KALALA, RICHARD NTUMBA,

Correspondants
FAUSTIN KUMBI (Tshikapa),
JONATHAN KALIKO (Beni),
KADHAFI NTIKALA (Mbandaka),
FIDEL AMACHO (Kisangani),
MARTIN TSHIMANGA (M'BUJI-mayi)
ISAAC KOMBOLI (Gbadolite),

Maquette & Mise en page
SISQO NDOMBE A.

Pao & Webmastering
BECKEN KASONGO
Designer / Photographie
PAPY BAMBOLE
& YOUSSEF BRANH

Messagerie & Production
Jean-Claude KAMBA

Commercial
ERIC KALEMBA
0819579205

«Dissensus» à l'Union sacrée

Un pavé dans la mare. Faustin Luanga assume dans une tribune de pointer le «capharnaüm» qui règne au sein de la famille politique au pouvoir. Le professeur des universités ne croit pas au raccourci pour solutionner un problème majeur qui touche au leadership du groupe.

fonctionnaire international. Le professeur estime qu'une hiérarchie bien définie, avec des rôles clairs et une responsabilité partagée, pourrait permettre une meilleure synergie. Il refuse cependant de réduire les voix, s'assurant toujours qu'elles soient entendues dans un cadre qui favorise la collaboration plutôt

de l'élection du chef de l'État.

Il rappelle ainsi à ses partenaires politiques que les citoyens congolais aspirent à un changement tangible, à des réformes qui répondent à leurs besoins essentiels : sécurité, paix, éducation, santé, justice, équité, emploi, pouvoir d'achat, accès à

Sénateur du Maniema, Faustin Luanga n'adhère pas au schéma d'un «Présidium à 40 têtes». Il prend ainsi le risque de réprover la pagaille actuelle, même s'il reste convaincu, que sa prise de parole ne plaira pas à certains caciques. A ses yeux, la situation actuelle à l'Union sacrée reflète tout simplement un refus ordonné de structuration, du respect de la hiérarchie, gage de toute bonne organisation. «Comment peut-on envisager, lâche-t-il, qu'une entité dirigée par quarante présidents puisse fonctionner de manière optimale ?». La guerre d'égo risque de gripper la machine, éclaire Luanga qui fait comprendre dans son texte que «tout comme le présidium à six membres a rencontré des difficultés et n'a pas bien fonctionné, celui à quarante têtes est susceptible de rencontrer des blocages et de s'effondrer».

De quoi le pousser logiquement à s'interroger : «Comment alors espérer avoir des résultats différents quand on prend les mêmes et on recommence ? Comment espérer des résultats différents en répétant les mêmes erreurs ?». Le sénateur conseille que «les expériences passées servent de leçon. Fort malheureusement, il constate que l'histoire se répète inlassablement». Un organisme qui se compose de tant de leaders, chacun avec sa propre vision et ses propres objectifs, est voué à la confusion. Dans une telle configuration, le technocrate ne doute pas un seul instant que «les décisions seront lentement prises, si elles le sont, et la direction générale sera d'ailleurs en constante remise en question».

A l'inverse, le cadre USN reconnaît que la diversité des opinions et des compétences est un atout, si seulement elle est canalisée de manière constructive. Une multitude de voix, sans un leadership clair, aboutit souvent à une cacophonie plutôt qu'à une harmonie, fait voir le parlementaire, conscient de



Faustin Mukela Luanga, sénateur Union sacrée du Maniema. #Photo Droits tiers

la délicatesse de la tâche dans un contexte difficile. «Qui va prendre les rênes dans les moments critiques ? Qui va trancher lorsqu'il faudra choisir entre plusieurs routes à suivre ?».

Au lieu de résoudre le problème, la gestion des ambitions et des conflits deviendra un défi monumental. Loin d'unir les forces, «une telle structure risque de créer des factions, où chaque groupe tentera d'imposer sa vision au détriment des autres». Luanga craint que cette option nuise à la cohésion et à l'efficacité.

Il est temps de repenser d'approche, lance l'ex-haut

que la compétition. En fin de compte, il raille les contestataires prompts à la surenchère pour intégrer à tout prix le cercle décisionnel. «Ce n'est pas le nombre de têtes qui compte, mais la capacité à travailler ensemble vers un but commun». Dans un contexte où les défis socio-économiques et sécuritaires s'accumulent et menacent l'intégrité du pays, Luanga qui a tracé son sillon dans de grandes organisations internationales, insiste sur l'impératif de rompre avec les schémas répétitifs qui n'ont conduit qu'à la stagnation. A force de tergiverser, la plateforme ne saura pas répondre aux attentes des électeurs à la base

l'eau, l'électricité, la nourriture, et développement durable, etc.

En conclusion de sa tribune, Faustin Luanga, même s'il soupèse ses mots, défend clairement la refonte de la classe dirigeante. Il s'agit pour lui d'encourager l'émergence de nouvelles idées et de nouveaux leaders, capables de redynamiser le paysage politique. Il plaide pour un sursaut, reprenant son credo : «l'innovation et la créativité doivent primer sur les anciennes pratiques, souvent synonymes de corruption et d'inefficacité».

ATHANASE MWENGE

SCANNEZ

L'info en continu sur
Ouragan.cd



Minaku, Shadary et Kambere libres après une longue audition



Aubin Minaku, Shadary et Kambere sont retournés libres après de longues heures d'audition devant le magistrat militaire. #Photo Droits tiers.

Trois cadres de premier rang du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) ont répondu lundi à la convocation de la justice militaire. Après huit heures d'audition à l'auditorium général, Aubin Minaku, vice-président du parti, Emmanuel Ramazani Shadary, secrétaire permanent ainsi que son adjoint, Ferdinand Kambere sont repartis libres. Un ouf de soulagement pour de nombreux militants qui ont fait le pied de grue toute la journée devant le parquet militaire.

Ca a été une longue audition. Plus les heures passaient, plus les inquiétudes se lisaient sur les visages de certains militants de l'ex-parti présidentiel ne sachant pas quel sort était réservé à leurs responsables. A 19h, la grille de l'enclos de l'auditorium bouge, ce Ramazani Shadary qui sort, deux doigts en l'air, symbole de victoire. Suivis d'Aubin Minaku et Ferdinand Kambere. Escortés par la foule, les trois proches de Joseph Kabila ont pris la direction du siège de leur parti.

Au QG du PPRD, sous la liesse des militants, Shadary a été le seul de trois à prendre la parole pour une brève communication. "Tout s'est bien passé. Soyez calmes chers camarades. Je vais revenir", a-t-il lancé à ses sympathisants.

-UNE JUSTICE INSTRUMENTALISÉE-

Tout en saluant la décision du magistrat militaire de laisser ses clients en liberté, maître Emmanuel

Bombamba, a fustigé une justice instrumentalisée par le régime. Pour le conseil des hauts cadres du PPRD, la justice militaire a agi pour sauver son honneur parce qu'aucune infraction n'a été démontrée. «Aujourd'hui, nos clients ont manifesté, par leur patience, la volonté de faire avancer notre justice. Ils n'ont commis aucune infraction. Ils ont répondu en qualité de renseignement. Il n'y a pas d'autre rendez-vous. Tout a été éclairé», a-t-il expliqué.

-DÉBUT D'UNE BATAILLE-

Avec cette offensive judiciaire, l'heure n'est plus aux discours mobilisateurs. "Nous allons maintenant mener des actions de terrain contre ce régime qui a échoué", vocifère India Omari. Fidèle soldat de Kabila, India, remonté après l'interpellation de ses responsables, annonce une bataille rude contre le pouvoir de Tshisekedi. Le cadre PPRD qualifie ces convocations de pression politique exercée sur son parti après leur refus de la main tendue de Félix Tshisekedi pour la composition d'un gouvernement d'union nationale.

- KABILA TOUCHÉ AU PLUS HAUT NIVEAU -

Minaku, Shadary et Kambere ne sont pas de simples cadres du PPRD, ils font partie du premier cercle de Joseph Kabila. Leur mise en cause intervient dans un contexte où Félix Tshisekedi ne cesse de pointer du doigt son prédécesseur comme étant le principal instigateur de l'agression dont est victime son pays.

D'ailleurs à Munich, lors du forum sur la sécurité internationale, le chef de l'État congolais avait encore chargé le sénateur à vie d'être derrière la déstabilisation de la RDC. Selon lui, le président de la République honoraire agit dans l'ombre pour affaiblir le pouvoir en place. Aujourd'hui, ces accusations ont pris une toute autre dimension avec les interpellations judiciaires de chapeaux à plumes de la famille politique de Kabila.

Mais face à ces accusations, Kabila reste de marbre. L'ancien chef de l'État rejette toute responsabilité dans la réactivation du M23, renvoyant la balle à son successeur. Selon lui, Félix Tshisekedi est l'unique responsable du chaos actuel.

Au sein du PPRD, le mot d'ordre est désormais la résilience. Lorsqu'il avait été nommé vice-président du parti, Aubin Minaku assurait que « le temps des actions de coulisses est passé », sous-entendant une offensive politique plus assumée. De son côté, Emmanuel Ramazani Shadary exhorte récemment les militants à garder leur calme, promettant que Joseph Kabila œuvrait en coulisses pour le retour du PPRD au pouvoir.

Dans un communiqué vendredi, le ministère de la Justice avait annoncé l'ouverture des procès contre des officiers supérieurs de l'armée congolaise accusés d'avoir abandonné leurs positions face à l'ennemi, facilitant ainsi l'avancée des rebelles de l'AFC/M23. Mais ce n'était pas tout. Le document a aussi mentionné des interpellations et auditions visant des responsables du PPRD soupçonnés de complicité avec le mouvement armé. En conséquence, une interdiction de sortie du territoire a été prononcée contre les concernés.

RICH NTUMBA

OURAGAN

Suivez toute l'actualité en continu sur notre site

www.ouragan.cd



« Il doit partir », Epenge mobilise la rue pour le départ de Tshisekedi

« Seul le départ de Tshisekedi sortira le pays de l'impasse ». Prince Epenge persiste et signe : Félix Tshisekedi doit plier ses bagages et quitter le sommet de l'État. Pour le président de l'Action pour la démocratie et le développement du Congo (ADD-Congo), l'actuel chef de l'État est devenu un obstacle pour la paix. L'opposant déclare que le pouvoir Udps, caractérisé par la mauvaise gestion, l'impuissance publique, le népotisme et le clientélisme, doit céder la place à ceux qui doivent travailler pour l'intérêt du peuple.



L'opposant Prince Epenge exige le départ de Félix Tshisekedi à la tête du pays. #Photo Droits tiers

C'était un week-end marathon pour Epenge. Le ténor Lamuka a débuté samedi, une mobilisation pour pousser Tshisekedi à la démission. Sur le boulevard

Lumumba, noyé par la foule, l'opposant proche de Martin Fayulu a durci le ton contre le régime qu'il qualifie d'obstacle au développement du pays. Il a appelé la population à exiger le départ de Tshisekedi à la tête du pays. Prince Epenge impute au locataire du Palais de la Nation tous les maux qui rongent la République démocratique du Congo depuis 2019.

-TSHISEKEDI, LA MENACE-

Face à ses militants, Epenge n'a pas retenu ses coups. L'opposant considère Tshisekedi comme le responsable du malheur des Congolais. Le leader de l'ADD-Congo accuse le successeur de Joseph Kabila d'être l'auteur aujourd'hui de la déstabilisation de la RDC. « Nous devons tout faire pour pousser Tshisekedi à la porte de sortie. Il est de plus en plus un obstacle pour la paix en RDC. Rien ne va au pays. La pauvreté bat le record. La population est privée d'électricité et d'eau. Il n'y a plus de routes. Les fonctionnaires ne sont pas bien payés. Félix Tshisekedi veut garder son pouvoir pour élargir uniquement l'Union sacrée », a-t-il harangué la foule.

-LAMUKA REFUSE LA MAIN TENDUE DE TSHISEKEDI-

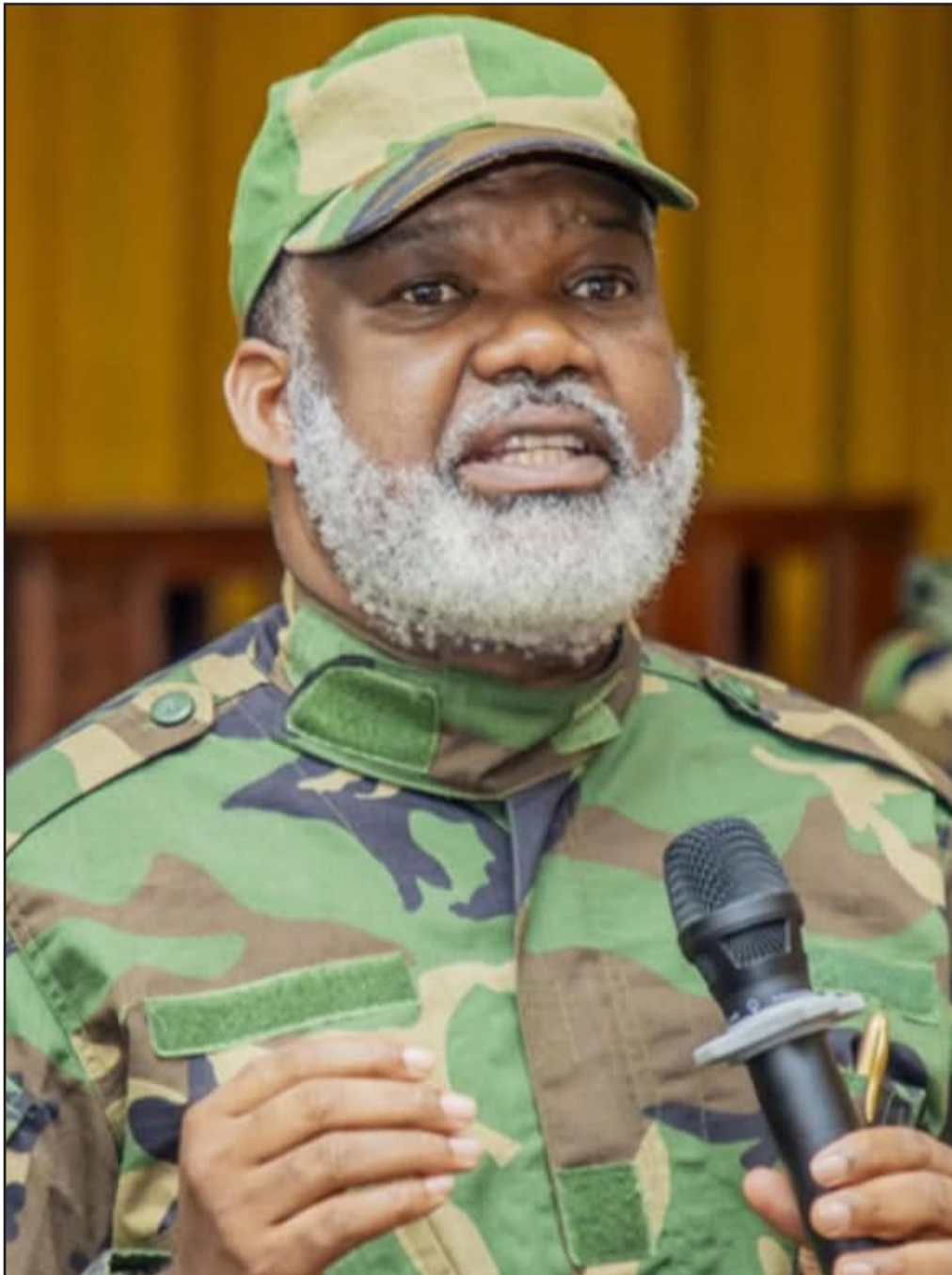
Le partage du pouvoir ne passe pas chez Epenge. La coalition Lamuka ne ralliera pas la majorité autour d'un gouvernement d'union nationale. Le bras droit de Fayulu rassure que sa plateforme n'est pas intéressée par l'offre de Tshisekedi. Le radical opposant estime que le président déjà affaibli mais préoccupé plus à sauver son pouvoir, cherche à débaucher dans l'opposition afin de réunir les conditions qui lui permettront de s'accrocher au fauteuil. « Nous ne sommes pas intéressés par le gouvernement d'union nationale que veut Tshisekedi. Notre vision est d'accéder à la présidence de la République afin que Martin Fayulu travaille pour l'intérêt de la population. Le pays se meurt et Félix est quant à lui, préoccupé par la préservation de son pouvoir », a enchaîné Epenge, ovationné frénétiquement par ses nombreux soutiens.

-OUI À L'INITIATIVE DE LA CENCO-ECC-

Comme son mentor Martin Fayulu, Prince Epenge soutient pleinement l'initiative portée par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Eglise du Christ du Congo (ECC). Il assure que le projet du forum pour le consensus national constitue une opportunité pour mettre fin à la guerre et permettre surtout le retour rapide de la paix.

RICH NTIMBA

Corneille Nangaa ne dispose d'aucun carré minier (SAEMAPE)



Corneille Nangaa, le patron de L'AFC-M23. #Photo Droits tiers

Le Service d'assistance et d'encadrement des mines artisanales et de petite échelle (Saemape) soutient, après vérification sur le terrain dans le Haut-Uélé, que Corneille Naanga Yobeluo, contrairement à ses revendications, ne dispose d'aucun carré minier. Et qu'il n'est enregistré nulle part, ni au Cadastre minier (CAMI), ni au Saemape ex-Saesscam.

Pourtant, début janvier 2019, dans une interview accordée au journal français Le Monde, Corneille Naanga Yobeluo, annonçait son départ de la tête de la CENI au mois de juin de la même année pour se consacrer à ses activités piscicoles, l'agriculture et les mines dans son Haut-Uélé natal. « J'y ai, a-t-il déclaré, acheté des mines d'or et j'ai les permis d'exploitation. Vous pouvez l'écrire. Il n'y a pas que les

multinationales étrangères qui doivent pouvoir exploiter nos ressources ». Mais pour le Saemape, les Nangaa ont longtemps vécu au Haut-Uélé comme dans un territoire conquis. Descendants d'une lignée des chefs coutumiers, ils ont fait fi de la loi Bakajika selon laquelle le sol et le sous-sol appartiennent à l'État. L'actuel chef coutumier, père biologique de Corneille et de son frère, le gouverneur Christophe Baseane, s'est établi à Polé-polé, une bourgade riche en or.

Mi-2022, la mouvance de la société civile de Watsa, un vaste territoire du Haut-Uélé a, dans une déclaration, accusé les autorités provinciales de couvrir la présence irrégulière des Chinois dans les sites d'exploitation artisanale de l'or en violation du code minier et de la circulaire de l'alors ministre des mines Antoinette N'samba. « Les autorités censées appliquer vos instructions brillent par l'insubordination notoire et la têtuesse aggravée ; nous citons le chef de Division provinciale des mines ainsi que celui du SAEMAPE et, ces derniers pourtant exécutants de la circulaire sont en réalité les boucliers protecteurs de ces étrangers », écrivent les forces vives de Watsa à la ministre des Mines. Le 12 août 2022, 64e Conseil des ministres, Félix Tshisekedi fait état des activités minières illicites, dans la province du Haut-Uélé, notamment par des étrangers qui exploitent l'or au moyen d'engins lourds, soit dans les zones d'exploitation artisanale en complicité avec des coopératives minières des étrangers, soit dans les périmètres de recherche non encore transformés en permis d'exploitation ou encore dans les aires protégées.

Le chef de l'État charge les ministres de la Justice et des Mines d'initier une mission d'enquête sur les activités illicites dans cette partie du territoire national afin de lui faire part, assorti des recommandations lors de la prochaine réunion du gouvernement. Mais plus rien sur le sujet ne sera évoqué lors de la dite réunion, à lire le compte-rendu fait par Patrick Muyaya si ce n'est que « le Conseil des ministres a adopté le relevé des décisions prises lors de sa soixante-quatrième réunion tenue le vendredi 12 août 2022 », sans dire lesquelles.

Sept mois et dix jours plus tard, soit le 28 mars 2023, Corneille Nangaa sera vu en treillis à Kiwanja, à près de 70 Km au nord de Goma. Il est désormais à la tête de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) qui, officiellement, compte en son sein le M23 soutenu par le régime de Kigali. Le 5 janvier 2023 le P-ca du CAMI, Crispin Mbindule, atteste devant la presse que « [Corneille] Nangaa est en train de financer le mouvement terroriste M23 grâce à certaines sociétés qui fonctionnent dans la province du Haut-Uélé. Selon les informations que détient le Cadastre minier, ces sociétés appartiendraient à Nangaa à travers des personnes interposées ». Et d'ajouter, « la province du Haut-Uélé a des réserves importantes d'or qui sont actuellement exploitées par la famille Nangaa. Nangaa lui-même a acheté des titres miniers à travers d'autres personnes. Maintenant il a l'argent, il a l'or pour financer le M23. D'ici là, nous allons rendre public les noms de ces sociétés et les personnes qui les gèrent. Ensuite nous allons proposer au ministère de tutelle pour que les droits miniers de ces sociétés soient retirés ». Mais voilà plus de deux ans que la liste des mining de Corneille Naanga gérés par des prête-

noms n'est toujours pas rendue publique alors que des ONG locales soupçonnent la société General Mining Corporation (GMC) d'appartenir à l'ancien président de la CENI. La firme en question a, apprend-on, obtenu, le 16 décembre 2022, des permis de recherches pour 55 carrés miniers dans le territoire Wamba, province du Haut-Uélé, ainsi que dans le territoire de Bafwasende, dans la province de la Tshopo. Et bizarrement, il continue de pleuvoir des orpailleurs chinois dans la région et qui n'en font qu'à leur tête.

Le 27 mars 2024, le gouverneur du Haut-Uélé, Christophe Baseane Nangaa, petit frère propre de Corneille, a rejeté catégoriquement sa responsabilité dans l'exploitation illicite des minerais par des sujets chinois dans sa province précisant que son administration ne gère pas le secteur minier. D'après lui, tout ce qui se raconte sur sa personne autour de ce dossier reste une cabale et relève des accusations sans fondements montées par ses adversaires politiques.

« Les mines, à travers le code minier, sont gérées entièrement et exclusivement par le pouvoir central. Le gouverneur de province ne gère pas les mines. Le gouvernement central, à travers le ministère des Mines, a trois branches qui gèrent les mines. Il y a le SAEMAPE, la Division des mines et le Cadastre minier (CAMI). C'est ce dernier qui octroie les droits miniers à X ou Y. Une fois qu'il a octroyé ce document, le gouverneur n'a pas à interférer hormis la recherche de la conformité », avait éclairé le gouverneur Christophe Baseane.

Et de renchérir : « Ceux qui disent que les Chinois, les Tanzaniens et toute autre personne qui seraient dans nos forêts en train de détruire l'écosystème, devraient comprendre que ce n'est pas le gouvernement provincial, qui n'a d'ailleurs pas les moyens de s'opposer aux droits qui leur sont conférés par le pouvoir central. Nous devons agir tous au lieu de nous plaindre au nom des innocents et comprendre que le code minier a réglé les choses et que nous tous devrions normalement faire un lobbying ensemble pour que le code soit, d'un côté avec ses avantages, mais de l'autre que l'État soit celui-là qui donne l'impulsion pour que tous les droits des personnes soient garantis », a-t-il renchéri.

Une année après, tout demeure trouble dans le Haut-Uélé si bien que dans la société civile, des voix s'élèvent pour accuser Kinshasa d'une certaine complaisance : à chacun, ses Chinois.

POLD LEVI

SCANNEZ
L'info en
continu sur
Ouragan.cd





Le cobalt, un minéral stratégique important pour la fabrication des batteries électriques. #Photo Droits tiers

Kinshasa risque gros suite à la suspension d'exportations du cobalt

La République démocratique du Congo, confrontée à la chute des prix du cobalt, a récemment suspendu pendant quatre mois toute exportation de ce minéral stratégique dont elle est le premier producteur mondial, jouant d'une arme potentiellement à double tranchant.

La mesure inattendue pourrait éloigner de la RDC de potentiels investisseurs mais aussi inciter les acheteurs, ultra-dépendants des ressources du grand pays d'Afrique centrale, à trouver des alternatives, mettent en garde certains spécialistes.

Selon l'Institut américain d'études géologiques (USGS), la RDC a fourni en 2024 76 % de la production mondiale de cobalt, minéral essentiel notamment à la fabrication des batteries des véhicules électriques et dont la demande a explosé depuis 2000

Le gouvernement congolais a justifié sa décision par la nécessaire « stabilisation du marché du cobalt (...) face à la surabondance de l'offre sur le marché international », laquelle ces trois dernières années a divisé par quatre les prix, au plus bas depuis huit ans.

Cette surabondance « est surtout due à l'augmentation de l'offre de minéral provenant

de RDC », explique à l'AFP Robert Searle, analyste du cabinet Fastmarkets, spécialisé dans les matières premières.

L'offre s'est « particulièrement accrue ces deux dernières années », notamment de la part de l'entreprise chinoise CMO (China Molybdenum), l'un des principaux producteurs mondiaux de cobalt, qui exploite deux des plus grandes mines du monde - Tenke Fungurume et Kisandu - en RDC.

Par ailleurs, le cobalt est un sous-produit du cuivre, dont les cours élevés ont dopé l'extraction, alimentant ainsi l'excès d'offre en cobalt, selon les experts.

Enfin, les fabricants, notamment chinois, montrent un intérêt croissant pour des batteries sans cobalt, dites LFP (Lithium-Fer-Phosphate), moins performantes mais meilleur marché, réduisant la demande.

- « CRIMINALITÉ ORGANISÉE »

La RDC figure parmi les 15 pays

les moins développés du monde et en 2024 près de trois quart des Congolais vivaient avec moins de 2,15 dollars par jour, selon la Banque mondiale. Pourtant, le sous-sol du pays, souvent qualifié de « scandale géologique », est l'un des plus riches de la planète.

En 2023, le secteur minier a contribué à 70 % de la croissance économique du pays. Mais il est gangrené par une contrebande chronique, des réseaux criminels et de corruption, une situation qu'est venue aggraver la réurgence en 2021 d'un conflit dans les régions minières orientales des Kivu.

La production de cobalt, principalement extrait des mines de la province du Katanga (sud-est) est épargnée par ce conflit qui fait rage à plus de 1.000 km de là. Mais sa chaîne d'approvisionnement est elle aussi « entachée par des niveaux complexes de criminalité organisée », notamment « l'exploitation minière illégale, la contrebande et la collusion entre mineurs illégaux, bandes criminelles organisées et acteurs étatiques », notait en juin 2024 Oluwole Ojewale, chercheur à l'Enact, un observatoire de lutte contre le crime organisé transnational en Afrique.

En 2019, le gouvernement congolais a créé une autorité de régulation des minerais stratégiques, l'Arecoms, et tenté de réglementer le

secteur des mines artisanales en y interdisant notamment le travail des enfants et femmes enceintes ou en imposant des études d'impact environnementales ainsi que des mesures de traçabilité.

Il a en outre confié le monopole de la commercialisation du cobalt issu d'extraction artisanale et semi-industrielle (ASM) à une entreprise publique, l'EGC. Un récent décret, fin février, a prolongé ce monopole, jamais réellement appliqué.

- « RISQUES IMPORTANTS »

« L'Etat n'a pas la capacité de contrôler et de faire respecter les règles » qu'il édicte, constate Oluwole Ojewale. Et les ONG continuent de dénoncer l'emploi des enfants, les conditions de travail dangereuses et la corruption dans les mines artisanales.

La part du cobalt issue de l'extraction artisanale est « très difficile à évaluer précisément », selon Robert Searle, qui estime qu'elle a chuté ces dernières années et représente entre 3% et 5% de la production totale en 2024.

On peut « raisonnablement dire » que l'extraction artisanale, potentiellement exportée illégalement, « n'est pas responsable de l'excédent d'offre ».

La suspension des exportations a commencé à faire remonter les prix, particulièrement sur le marché chinois. Pékin dispose de stocks mais les entreprises les estiment insuffisants pour couvrir les quatre mois de suspension et, faute de fournisseurs alternatifs, les prix pourraient s'emballer au 2e trimestre, estime Robert Searle.

Mais cette politique comporte des risques pour la RDC, prévient l'analyste. Cette interdiction « a pris par surprise » les entreprises chinoises ayant « investi des milliards de dollars dans l'industrie minière congolaise » et « pourrait freiner des investissements supplémentaires ». Mais aussi refroidir les investisseurs potentiels occidentaux que la RDC tente d'attirer.

En outre, « une hausse des prix du cobalt et des perturbations (d'approvisionnement) pourraient entraîner une plus grande utilisation de batteries avec des technologies utilisant moins de cobalt ou des batteries LFP » sans cobalt dans les prochaines années, souligne M. Searle.

AYMERIC VINCENOT

L'ECC défend le « Pacte social » comme une réponse aux crises depuis 1960

L'Église du Christ au Congo (ECC) a réaffirmé son soutien à l'initiative du Pacte social pour la paix et le vivre-ensemble qu'elle porte avec la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). « Nous sommes convaincus que cette initiative constitue une réponse holistique aux crises humanitaire et politique que traverse notre pays depuis 1960 », a-t-on appris de la déclaration des membres du comité exécutif national.

Réunis à Kinshasa du 5 au 8 mars, les pasteurs ont exprimé leur gratitude envers les acteurs politiques et ceux de la société civile qui participent aux discussions pour la paix. Ils ont salué également la diplomatie engagée par le président Félix Tshisekedi, qui a permis à la communauté internationale de reconnaître la RDC comme un pays agressé.

-CRISE PERSISTANTE, COHÉSION NATIONALE-

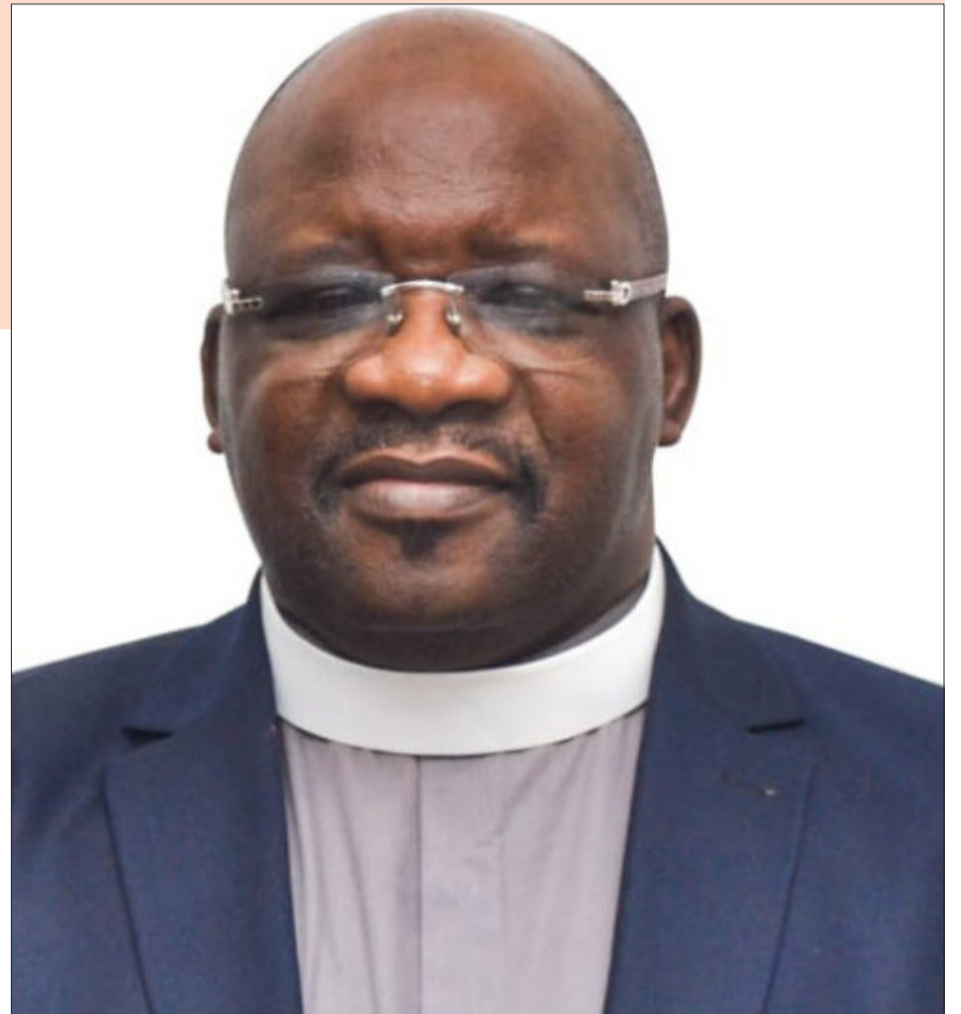
La situation dans l'est du pays reste au cœur des préoccupations. L'ECC condamne fermement la présence des forces étrangères et des groupes armés non invités, notamment les forces rwandaises et l'ADF. « Nous interpellons l'AFC/M23 à observer le cessez-le-feu et appelons à l'ouverture immédiate de couloirs humanitaires pour venir en aide aux

populations du Nord et Sud-Kivu », insiste-t-elle. Dans un contexte de tensions politiques, l'Église protestante encourage la libération des prisonniers civils et militaires encore détenus et plaide pour un dialogue national inclusif.

-SOUTIEN AUX EFFORTS DIPLOMATIQUES-

L'Église protestante réaffirme son attachement aux initiatives régionales, notamment les processus de Luanda et de Nairobi, visant à stabiliser la région des Grands Lacs. « Nous nous engageons à accompagner les efforts pastoraux et diplomatiques pour restaurer la paix en RDC », conclut-elle, appelant à la miséricorde de Dieu sur la nation. Par ailleurs, cette confession religieuse exhorte la population congolaise à « aimer Dieu, son prochain et la patrie ».

MPUTU PATRICK



Le pasteur André Bokundoa Bo-Likabe, président de l'ECC. #Photo Droits tiers

Pacte social : N'shole démolit les mensonges de Kankienza



Monsieur Donatien Nshole et le révérend Albert Kankienza. #Photo montage Ouragan

La vérité est têtue. Et Monseigneur Donatien Nshole vient de la rétablir avec fermeté. Face aux propos erronés du révérend Albert Kankienza sur Top Congo, le secrétaire général de l'épiscopat congolais l'a recadré. Non, le Pacte social pour la paix et le bien-vivre-ensemble porté par les Églises catholique et protestante, n'a jamais été une manœuvre pour préparer la succession du président Tshisekedi.

Le prélat considère l'accusation du pasteur Kankienza non seulement fautive, mais relève plus d'une ignorance flagrante, car il n'était pas dans la réunion avec toutes les confessions religieuses. « Dans tout ce qu'il a dit, une seule chose est vraie : il n'était pas là », démonte-t-il d'entrée les affirmations du Kankienza.

-PLACE À LA VÉRITÉ-

Absent des discussions, l'homme de Dieu s'est laissé, malheureusement, intoxiqué par ceux qui sont de mauvaise foi ou soit ne comprennent rien, indique Donatien Nshole. Or, a-t-il rappelé, cette initiative vise à doter la RDC d'une feuille de route stable, garantissant que

l'accession au pouvoir ne se fasse plus par la voie des armes. « Ce consensus national servira de socle pour refonder l'État, et tous les gouvernements à venir, y compris celui de Tshisekedi, en bénéficieront. C'est écrit noir sur blanc dans le guide : c'est un projet qui court jusqu'en 2060 ! », assène-t-il.

Si le révérend Kankienza n'a pas sciemment déformé la vérité, il a certainement relayé un mensonge qu'il ne comprend pas lui-même. D'où la suggestion de Mgr Nshole que l'État veille à ce que ceux qui veulent diriger les Églises aient un minimum de niveau intellectuel. « Est-ce qu'il faut être suffisamment intelligent pour comprendre cela ? », s'est-il interrogé. Un tacle en règle, sans concession, car il ne s'agit plus seulement d'une confusion, mais d'une dangereuse tentative

de manipulation.

D'ailleurs, lors de la rencontre entre les délégués du tandem CENCO-ECC et ceux de la plateforme des confessions religieuses sur le Pacte social, l'archevêque Ejiba Yamapia avait loué l'initiative, estimant que le pays traverse une crise qui nécessite que des voix s'élèvent et que les intelligences s'unissent.

La CENCO et l'ECC restent déterminées à faire aboutir le « Pacte social pour la paix et le bien-vivre-ensemble en RDC et dans la région des Grands Lacs ». Dans cette optique, les leaders religieux de ces deux confessions ont rencontré le président Félix Tshisekedi à Kinshasa, échangé avec Corneille Nangaa à Goma, ainsi qu'avec plusieurs opposants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. En plus de la société civile, ils ont également dialogué avec plusieurs chefs d'État africains, dont Paul Kagame du Rwanda, William Ruto du Kenya, le Congolais Denis Sassou Nguesso et l'Ougandais, Yoweri Museveni.

MPUTU PATRICK

Le vrai mobile de l'agression expliqué aux eurodéputés par Julien Paluku

Au dernier jour de leur visite dans la capitale congolaise, les eurodéputés Thierry Mariani, Virginie Joron et Philippe Olivier ont échangé dimanche avec le ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku. L'épineuse question de la guerre dans l'est de la RDC a focalisé les discussions entre les deux parties. Les parlementaires européens ont été éclairés par l'ex-gouverneur du Nord-Kivu sur les véritables motivations de l'agression rwandaise. Il s'agit clairement des pillages de minerais par le régime de Kigali.

Mariani, Olivier et Joron repartent satisfaits de leur enrichissant entretien avec Julien Paluku. Les eurodéputés ont été suffisamment documentés par le membre du gouvernement. Plusieurs fois élus du Nord-Kivu, Julien Paluku qui maîtrise mieux que beaucoup le dossier lié aux agressions de l'est congolais, a démontré de quelle manière le Rwanda pille les minerais de la RDC sous le prétexte fallacieux des FDLR ou encore de la fausse haine tribale. « Le mobile de la guerre est économique avec toutes les ressources qui sont recherchées dans l'est. Nous avons démontré le niveau de production du Rwanda qui n'a pas les minerais qu'il vend », a-t-il décortiqué.

-LE MENSONGE DE KIGALI DÉCONSTRUIT-

Face aux députés européens, Julien Paluku a déconstruit la rhétorique mensongère du Rwanda. Le ministre du

Commerce extérieur a dépeint un président rwandais obnubilé par les ressources naturelles de la RDC qu'il pille à travers les soutiens aux groupes rebelles. « Nous avons expliqué aux eurodéputés toute la crise depuis sa genèse en 1994 jusqu'aujourd'hui avec tous les éléments que le président rwandais a toujours vendu à l'international, à savoir les FDLR. On a déconstruit tous ces mensonges distillés partout à travers le monde », a ajouté le ministre Paluku.

-DISSOLUTION DU MARIAGE UE-RWANDA-

Le scandaleux accord sur les minerais critiques signé entre l'Union européenne et le Rwanda a également été évoqué lors de cette rencontre. Les parlementaires européens et le ministre Paluku ont convergé pour exiger que cet accord soit annulé. Pour le chef du groupe, Thierry Mariani, le deal entre Bruxelles et Kigali ne repose sur aucune traçabilité et constitue donc une sorte de couverture au Rwanda, coupable des pillages dans la partie orientale du Congo.



Le ministre Julien Paluku lors des échanges avec les parlementaires européens à Kinshasa. #Photo Droits tiers

« Cet entretien avec le ministre a été très intéressant. Il a fait près de 12 ans comme gouverneur, et donc il connaît le Nord-Kivu, son histoire et ses drames. Son témoignage était poignant. Je pense que mieux qu'il comprend bien

dans sa chair ce qui se passe dans cette région. Nous sommes satisfaits que désormais le Parlement européen ait pris des décisions sur les sanctions. Il reste maintenant de les faire appliquer par le Conseil européen, ce qui devrait être fait j'espère à partir du 17 mars puisque le Luxembourg qui a avait bloqué, dit qu'il ne bloquera plus. Pour le moment, on est sur le bon chemin, et monsieur Kagame commence à être connu pour ce qu'il est, un dictateur qui envahit le pays voisin. Cet accord entre l'Union européenne et le Rwanda doit être annulé. Au début, on nous a dit qu'il y a un accord extraordinaire qui a été signé entre le Rwanda et l'Union européenne sur les minerais critiques. Au bout de cinq mois, on a réussi à voir cet accord. On s'est aperçu que la traçabilité n'existe pas. C'est une traçabilité déclaratoire. C'est-à-dire, si je vole votre téléphone, après je peux le revendre et je dirais que ce téléphone est à moi et vous pourriez me l'acheter », s'est étendu le député Mariani.

Pendant trois jours à Kinshasa, les trois eurodéputés se sont entretenus avec plusieurs personnalités du pays. Ils ont été reçus par le président Félix Tshisekedi, le premier vice-président de l'Assemblée nationale, la Première ministre ainsi que quelques membres du gouvernement.

RICH NTUMBA

Ocha s'alarme sur les attaques visant les civils à Goma et Bukavu



A Goma, les habitants vivent la peur au ventre. #Photo Droits tiers

De nombreuses attaques contre les civils et les infrastructures essentielles ont été enregistrées ces dernières semaines dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) dans un rapport publié samedi.

Goma et Bukavu, capitales respectives du Nord et Sud-Kivu, sont désormais sous le contrôle des rebelles du M23, un groupe armé soutenu par l'armée rwandaise.

« Entre le 1er et le 3 mars, plusieurs centres hospitaliers de Goma ont été pris pour cible par des acteurs armés, marquant une escalade de violence contre les structures médicales et le personnel de santé », indique le rapport.

Dans cette ville, la situation sécuritaire demeure

préoccupante en raison d'une « recrudescence d'actes criminels, y compris des braquages de domiciles, des vols et des agressions », souligne Ocha. De nouveaux affrontements ont opposé le M23 à d'autres groupes armés locaux entre le 18 et le 25 février dans le groupement Biiri, territoire de Masisi, rapporte l'agence onusienne.

« Au moins quatre civils ont été tués, dont un travailleur humanitaire atteint par une balle perdue le 20 février alors qu'il se trouvait dans sa base. Un enfant réfugié dans la même base a été blessé », ajoute le rapport.

Dans le territoire de Lubero, plus au nord, les affrontements entre le M23 et les forces gouvernementales ont provoqué « plus de 100 000 nouveaux déplacés sur les axes Alimbongo-Kitsombiro, Alimbongo-Kipese et Bingi-Kasugho, notamment vers les localités de Masereka, Kyondo, Musienene et la ville de Butembo », précise l'agence onusienne.

Face à cette situation, « plusieurs centres de santé et écoles sont fermés. Près de 50 000 enfants ont vu leur scolarité interrompue et plusieurs milliers de personnes sont privées d'accès aux soins de santé » dans la zone, déplore Ocha.

Le 25 février, dans le territoire de Walikale, à l'ouest, « un groupe armé a pillé le centre de santé de Rusamambu, emportant des kits médicaux et endommageant la structure par des tirs », après des affrontements avec le M23.

AFP

Hermione Bolumbe réclame justice pour les victimes de violences sexuelles

Son engagement contre l'impunité est inébranlable. Même en cette journée dédiée aux droits des femmes, la députée Bolumbe exige justice pour les victimes de violences sexuelles. « Nous refusons catégoriquement que tout crime contre les femmes reste impuni », a-t-elle indiqué. Dans son message du 8 mars, l'élue de Mont-Amba a appelé ses semblables à prendre toute leur place dans la société.



Hermione Bolumbe, députée nationale, élue de la circonscription de Mont-Amba. #Photo Droits tiers

La parlementaire a réprouvé la banalisation des violences sexuelles et l'inaction face aux crimes qui ravagent l'est de la RDC. Pour la SG de l'Udps-Kibassa, il est inconcevable que des femmes et jeunes filles continuent de subir l'indicible sans que justice ne leur soit rendue. « Nous dénonçons avec force toute tentative de rendre les victimes responsables des violences qu'elles subissent », insiste-t-elle.

-Violences sexuelles, une arme de guerre à éradiquer- D'après Hermione Bolumbe, ces agressions ne sont pas de simples faits divers, mais bien une stratégie de terreur utilisée dans les conflits. « Ces actes inhumains visent à anéantir la

dignité d'un peuple tout entier », s'est indignée la présidente de la sous-commission « Police » au sein de la commission Défense et sécurité de l'Assemblée nationale.

Face à cette situation dramatique, la présidente des jeunes parlementaires de l'Afrique centrale a exhorté l'État congolais à faire de la lutte contre les violences sexuelles une « priorité nationale »

-SOLIDARITÉ ET ESPOIR-

Aux survivantes des atrocités, Bolumbe rassure que la République restera à leurs côtés. Elle s'est engagée à poursuivre son plaidoyer à la Chambre basse du Parlement pour que des actions concrètes soient prises. Mais au-delà de la lutte contre les violences sexuelles, la jeune leader encourage les femmes congolaises à prendre toute leur

place dans la société. « Je vous invite à contribuer activement au développement de notre pays, que ce soit dans les sciences, la politique, les affaires, l'éducation ou les arts », s'est-elle adressée aux femmes.

-APPEL À L'UNITÉ POUR UN AVENIR MEILLEUR-

Toutefois, l'élue de Mont-Amba a remercié toutes les organisations et citoyens engagés dans ce combat. Pour elle, seule une mobilisation collective pourra mettre fin à ces injustices. « Ensemble, et avec l'aide du Seigneur, nous offrirons aux femmes la sécurité, la dignité et la liberté qu'elles méritent », a-t-elle promis. Hermione Bolumbe a rappelé que l'heure n'est plus aux discours, mais aux décisions courageuses et aux mesures concrètes.

MPUTU PATRICK

Le regard de l'AFBC tourné vers l'est du pays

L'Alliance des forces pour le bien-être des Congolais (AFBC) demeure solidaire aux femmes et filles victimes des atrocités commises par le groupe terroriste M23 soutenu par le Rwanda. En marge de la Journée internationale des droits des femmes célébrée le samedi 8 mars, cette formation politique a exhorté toutes les femmes à prier pour le retour durable de la paix dans l'est du pays, une région en proie depuis des décennies à une agression injuste et barbare du Rwanda.

L'événement organisé par la Ligue des femmes de l'AFBC a connu la participation de la Dr. Néné Ilunga Nkulu, leader du parti, accompagnée de plusieurs responsables du bureau politique, notamment le secrétaire général et le secrétaire permanent. Cette activité n'a pas été simplement perçue comme une journée symbolique dédiée aux femmes, mais plutôt un engagement profond face aux nombreuses exactions et atrocités que subissent quotidiennement les femmes dans l'est du pays.

Dans cette perspective, Mme Mifunga Chouchou Rose, présidente de la Ligue des femmes de l'AFBC, a promis un appui sans faille à l'autorité morale du parti dans la quête du bien-être du peuple congolais, un engagement qu'elle considère désormais comme un sacerdoce.

Affectée par les affres que l'armée rwandaise et ses supplétifs imposent comme lourd tribut aux femmes, aux jeunes filles et aux enfants de la partie orientale du pays, Dr Néné Ilunga Nkulu leur a rendu des hommages appuyés, saluant leur résilience face à la barbarie de l'agresseur, dont le bilan, depuis le récent développement de la crise sécuritaire, faisait état de plusieurs personnes tuées à Goma, plusieurs déplacés ainsi que de nombreux civils blessés.

En réaction à ce tableau macabre, Mme Ilunga Nkulu a fermement condamné l'agression rwandaise dont la RDC est victime. Elle a saisi l'occasion pour appeler toutes les femmes à prier tout au long de ce mois de mars en faveur de la paix. En tant qu'initiatrice de l'AFBC, elle a annoncé l'organisation des journées de prière pour solliciter la grâce du Seigneur afin de rétablir la normalité en République démocratique du Congo. Ministre honoraire de l'Emploi, travail et prévoyance sociale, Dr Ilunga Nkulu reste favorable à toute démarche ou initiative pouvant aboutir à une paix durable. De ce fait, elle soutient le volet diplomatique qui porte déjà ses fruits suite aux fortes sanctions infligées au Rwanda. Elle a noté le courage, l'abnégation et les efforts de vaillantes FARDC qui défendent héroïquement la patrie et refusent d'abdiquer malgré la situation difficile sur le terrain.

D'autres sujets, allant de la situation sécuritaire et humanitaire aux ambitions politiques, ont été traités avec pertinence. Mme Ilunga a, pour conclure, pressé les femmes de son parti à s'engager pleinement afin d'occuper une position de premier plan lors des élections de 2028.

Absente aux scrutins de 2023, l'AFBC aspire revenir plus forte avec une nouvelle ambition, en soutenant des femmes susceptibles d'apporter des contributions significatives là où les hommes ont montré leurs limites.

À la fin de cette activité, les femmes membres de l'AFBC ont exprimé leur reconnaissance et renouvelé leur soutien à la présidente du parti en lui remettant plusieurs cadeaux, parmi lesquels un important lot de produits agricoles. Émue par ce geste, Ilunga a promis de les mettre en vente et d'envoyer l'argent perçu aux femmes de l'est qui vivent dans des conditions humanitaires effroyables.

ALEXIS EMBA



L'autorité morale de l'AFBC, Dr Néné Ilunga Nkulu. #Photo Droits tiers

Dans un entretien exclusif à Ouragan, le pasteur Silas Makangu Mimile, l'une des figures emblématiques de la prédication congolaise, éclaire le rôle fondamental de l'Église face à la guerre. Trois missions essentielles émergent : consoler les victimes, mobiliser pour le dialogue et prier pour la nation.

D'abord, l'Église se doit d'être un refuge, une source de réconfort pour ceux qui souffrent. Ensuite, elle doit rassembler et appeler à l'unité, incitant chaque acteur à rechercher des solutions pacifiques. Enfin, elle porte la nation dans la prière, invoquant la paix pour les victimes, les militaires et les dirigeants. Devant la guerre, l'Église ne peut rester spectatrice. Elle est un phare dans la tempête, une voix qui éclaire un chemin vers la paix.

Ouragan : Quelle est, selon vous, la responsabilité de l'Église dans la crise qui se vit actuellement dans l'est de la RDC ?

Silas Makangu : La responsabilité de l'Église pendant que le pays est en crise, est triple. La première consiste à venir en aide au moyen de la consolation et du réconfort aux victimes des affres de la guerre. Pendant les affrontements militaires, il y a des familles éplorées, d'autres divisées et il y a des viols qui sont perpétrés, des massacres et des morts. Donc, les victimes ont, avant tout, besoin de compassion dans leur malheur. L'Église a pour première vocation de venir en aide. Le deuxième rôle que l'Église doit assurer, c'est celui de moralisateur. Pendant ce temps de crise, l'Église doit appeler les uns et les autres à pouvoir trouver des solutions à l'amiable autour des questions qui divisent. Le recours à la force n'est pas toujours l'approche appropriée, ni une approche qui assure une voie de sortie plausible. Le troisième rôle de l'Église est aussi celui de prier. Prier non seulement en faveur des victimes de familles éprouvées, des militaires. Mais aussi prier pour les dirigeants, parce qu'à chaque fois qu'il y a un conflit armé, c'est la preuve que quelque chose n'a pas trouvé des solutions à l'amiable. C'est aussi la preuve que quelque part il y a un partenaire qui a déplacé la borne de l'autre ou qui a empiété sur les intérêts de l'autre et l'Église a pour rôle de prier pour que les dirigeants soient comme Salomon qui a, en son temps, demandé à Dieu la sagesse et pendant 40 ans de son règne, Israël n'a point connu de guerre. Il y a un général chinois qui, au IV^{ème} siècle, a écrit un livre célèbre intitulé : « l'art de la guerre ». Il a dit dans son livre que la meilleure façon de gagner une guerre, c'est de la remporter sans jamais la livrer. C'est-à-dire être capable de mener une

politique qui pousse à désarmer l'ennemi avant qu'il ne vous déclare la guerre. Salomon a régné sur Israël pendant 40 ans et n'a point connu de guerre. Le rôle de l'Église n'est pas seulement d'encourager, mais aussi de prier pour que les autorités aient cette sagesse là. Parce que les mauvaises politiques conduisent toujours à la guerre. On peut tout dire, on a le devoir de prier pour ceux qui nous dirigent pour qu'ils aient de la sagesse. Il faut prier pour la nation et encourager les enfants de Dieu à intégrer l'armée si possible.

La communauté internationale et les Églises catholique et protestante encouragent un dialogue avec toutes les parties, y compris les groupes armés. Pensez-vous que cette voie soit politiquement acceptable pour restaurer une paix durable ?

Politiquement, je pense que cette approche doit être encouragée pour trois raisons. Premièrement parce que les négociations constituent l'une des voies de sortie pour mettre fin à une crise. Soit on la termine par des voies militaires, soit on la finit par des voies de négociations ou par la diplomatie. Il ne faut pas dramatiser, moins encore diaboliser. Ce n'est pas un aveu d'échec, moins encore une faiblesse. Jésus-Christ l'a dit dans Luc 14. « Si un roi veut aller en guerre contre un autre roi, il s'assoit pour comptabiliser son armée, s'il se rend compte que ses troupes sont inférieures à celles de son adversaire, il envoie un émissaire pour négocier la paix parce qu'un bon dirigeant ne doit pas envoyer des gens mourir comme de chairs à canon ou dans un abattoir. La guerre doit être livrée oui. Mais s'il faut l'éviter, il faudrait l'éviter parce qu'une guerre, on sait quand

elle commence, mais pas quand elle finit. L'approche que les prêtres catholiques et les pasteurs de l'ECC ont prise, est un acte louable et audacieux. Ils ont pris le courage de se lever. Si j'avais le même courage, j'aurais aussi pris la même initiative pour essayer de voir dans quelle mesure du possible faire l'arbitrage. La deuxième raison qui me pousse à adhérer à cette vision, c'est parce qu'au regard de la débâcle de Goma, le dispositif militaire qu'il y a entraîné la chute de cette ville, les FARDC et leur comportement, ont prouvé à la face du monde que notre armée est une armée à réformer en tout. C'est difficile à l'heure actuelle de pouvoir parier et miser sur une telle armée qui a besoin d'être réformée tant au niveau de la moralité des soldats, qu'au niveau du commandement, même au niveau de la logistique et de la politique. Je pense que l'approche de la négociation à ce stade ici doit être encouragée. Mais il se fait que nous avons deux processus que la communauté internationale nous a proposés. Il y a d'une part le processus de Luanda qui est un processus de négociation entre la RDC et le Rwanda et d'autre part le processus de Nairobi où



Le pasteur Silas Mimile Makangu.
#Photo Droits tiers

le Congo est appelé à négocier ou prendre langue avec tous les 214 groupes armés parmi lesquels le M23. Aujourd'hui, le M23 contrôle quelques villes très importantes, donc il n'accepterait jamais de s'asseoir à côté des ADF, des Codeco, des Mobondo,... D'où à mon humble avis en tant qu'homme de Dieu, la voie de la négociation doit être privilégiée. En dépit des prouesses diplomatiques récoltées, partout où nous sommes allés, la communauté internationale nous renvoie à la table des négociations. Pour bien négocier, pour un État qui se respecte, il faudrait qu'à l'issue des négociations, les conclusions soient applicables pendant un long moment. Pour sécuriser les résolutions, il faudrait se poser trois questions : avec qui allons-nous négocier ? Qu'est-ce qui motive l'agressivité de l'ennemi ? Parce que l'ennemi peut évoquer plusieurs prétextes, mais c'est à l'État de sonder les véritables raisons. Parce que demain, il sera dans l'obligation de revenir revendiquer ses droits. Qu'est-ce qu'on va céder et qu'est-ce qu'on ne va pas céder ? Tout ça, nous avons besoin de le faire. Je suis stupéfait qu'une frange de l'opposition veuille qu'on fasse la guerre. Négocier n'est pas une mauvaise chose. En quittant l'Afghanistan, les États-Unis ont négocié avec les talibans qui étaient leurs ennemis, Israël négocie avec le Hamas, Poutine pourrait négocier avec Zelensky. Négocier, c'est aussi dire arrêtons l'hémorragie, dire que la guerre nous coûte tous.

Comment l'Église peut-elle concilier la nécessité de la justice pour les victimes des crimes commis dans l'est du pays avec l'appel au dialogue ou au pardon ?

L'appel au dialogue n'est pas forcément un appel au pardon. Pour l'Église, la justice est le

socle de toute chose. Mais qui dit justice ne signifie pas aussi effacement des crimes. A moins que nous même nous puissions faire comme l'Afrique du Sud à la sortie de l'apartheid. Mais pour des besoins pédagogiques et d'exemplarité, l'État doit prendre certaines mesures pour dissuader les personnes qui voudront demain prendre les armes contre le pays. L'Église ne peut qu'encourager le recours à la justice. Justice signifie aussi que la méchanceté de l'autre a été provoquée par mon erreur. Dans la justice, on punit celui qui a tué, on punit aussi celui qui a provoqué le tueur. Il faudra éviter de faire de ce moment de dialogue une blanchisserie des crimes.

Face aux tensions politiques internes où les acteurs se rejettent mutuellement la responsabilité de la crise, comment éviter que l'Église ne soit instrumentalisée par les ambitions des uns et des autres ?

Écoutez, l'Église n'a pas besoin d'être instrumentalisée, moins encore d'être caporalisée. Le rôle de l'Église est de rester aux côtés de la vérité, aux côtés des faibles, c'est ça sa mission. Si l'Église doit prendre position, ça ne devrait pas être en faveur d'un camp contre un autre. L'Église doit jouer son rôle d'arbitrage moral et spirituel. Elle doit être impartiale, se battre et encourager les enfants de Dieu à se tenir debout pour défendre leur territoire comme il se doit, en intégrant l'armée. Chaque enfant de Dieu, peu importe son domaine, doit user de son temps, son intelligence et son talent pour défendre la patrie, sans être dans un quelconque camp politique. La nation demeure, et les politiciens passent. En ce temps, l'Église doit être au milieu du village pour ne pas être la cible des acteurs politiques.

Quel message adressez-vous aux fidèles congolais qui souffrent des violences et aux dirigeants politiques et militaires qui ont le pouvoir d'agir pour mettre fin à cette guerre ?

Aujourd'hui, on a plus de huit millions de déplacés internes. C'est énorme. Lors de ma visite dans un camp de déplacés, je n'ai pas pu faire trente minutes parce c'était horrible ce que j'avais vu. Ils sont nombreux et ont besoin de soutien. Pas seulement le soutien spirituel, mais aussi moral et matériel si possible, parce qu'il y a de ceux-là quand vous regardez l'état de santé et la quantité de nourriture que leur offre le HCR, c'est vraiment déplorable. C'est-à-dire que ce sont des gens qui, moralement, sont déjà morts, en d'autres termes, ce sont presque des morts-vivants. Il faudra les aider à réintégrer la société. À nos militaires, nous les encourageons et leur disons que servir dans l'armée c'est aussi une dimension de l'apostolat. Ils font ce travail pour assurer notre sécurité. Nous prions pour nos forces de défense. **RICH NTUMBA**

Pasteur Silas Makangu :

«Négocier, ce n'est pas un aveu d'échec, la guerre nous coûte tous»

Alors que la partie orientale de la RDC s'enfonce dans le chaos, l'Église se dresse en rempart d'espoir. Son influence et son engagement, notamment à travers l'initiative de paix portée par les catholiques et les protestants, en font un acteur incontournable.

Mamane en spectacle d'humour à Kinshasa

L'humoriste et chroniqueur nigérien de RFI, Mamane, se produira ce samedi 15 mars à 18h30 à l'Institut français «Grande halle de Kinshasa». Figure emblématique du rire africain, il promet un spectacle où satire politique et regard acéré sur l'histoire du continent se mêleront avec brio.

D'après les organisateurs, cette représentation est une invitation à un voyage humoristique à travers l'histoire de l'Afrique, avec un Mamane au sommet de son art et de son amour des mots. S'inspirant des us et coutumes, des injustices et des dérives de la République très très démocratique du Gondwana, Mamane entend divertir les Kinois, éprouvés par le conflit qui perdure dans l'est de la République démocratique du Congo.



L'affiche du spectacle de Mamane à Kinshasa. #Photo Droits tiers

«Une règle et un crayon», c'est tout ce qu'il a fallu pour tracer les frontières des pays africains, rappelle-t-il avec son éternel esprit taquin. Mamane se moque des aléas de la géographie et de l'histoire du continent. Du Sénégal au Congo, en passant par la Côte d'Ivoire, le Togo ou encore le Cameroun, sans oublier son propre pays, le Niger – «un pays

encerclé par les problèmes», dit-il –, il saute d'une frontière à l'autre, traverse les époques, navigue de la Conférence de Berlin en 1884 à la COP27, mettant en lumière l'absurdité de l'histoire et ses répercussions sur l'actualité.

Mamane, président-fondateur du Gondwana et figure emblématique du rire africain, offrira un moment de gaieté et de réflexion. Une chose est sûre : avec lui, l'Afrique est décidément une drôle d'histoire.

SARAH KANGU

«Le soleil ne m'aime plus» : Magdalena Olkówna expose à Texaf Bilembo

Texaf Bilembo accueille «Le soleil ne m'aime plus», une exposition de l'artiste plasticienne polonaise Magdalena Olkówna. La manifestation se déroulera du 12 mars au 5 avril, offrant aux amateurs d'art l'occasion de s'imprégner de son travail, qualifié d'«intuitif, libérateur et dynamique».

Peintre et photographe, Magdalena Olkówna explore, à travers cette exposition, une approche abstraite et conceptuelle des réalités souvent inhumaines du quotidien dans une grande ville africaine.

Son œuvre, portée par une démarche intuitive et libératrice, s'appuie sur des matériaux organiques – terre, eau, textiles naturels – pour interroger la condition humaine. Chaque pièce de l'exposition invite à une réflexion poétique, entre matière et lumière, présence et effacement. Ce n'est pas la première fois que l'artiste expose à Kinshasa. Épouse de l'ambassadeur suisse en RDC, Chasper Sarott, Olkówna avait déjà



L'artiste plasticienne Magdalena Olkówna expose à Texaf Bilembo. #Photo Droits tiers

présenté, en octobre 2024, Sudréaliste au centre Wallonie-Bruxelles, une série photographique invitant à un voyage introspectif à travers les paysages arides du sud de Madagascar. Elle compte également à son actif de nombreux projets photographiques réalisés, entre autres, à New York, Madagascar, en Suisse et en Pologne.

MUGISHO BASHOMBA



Félix Wazekwa s'apprête à balancer un nouvel album. #Photo Droits Tiers

«De mi vida», Félix Wazekwa s'apprête à sortir son nouvel album

Félix Wazekwa s'apprête à dévoiler un album intitulé «De mi vida» (De ma vie). D'après l'artiste, ce projet explore des thèmes universels tels que l'amour, la douleur, la séparation et l'attachement indéfectible.

Cet album s'adresse à tous ceux qui traversent les hauts et les bas dans les relations humaines : ceux qui ont connu l'abandon, ceux qui chérissent un amour irremplaçable, ou encore ceux qui refusent de quitter une relation qui leur est précieuse. À travers cette œuvre, l'artiste promet de livrer le meilleur de lui-même et assure à son public qu'il ne sera pas déçu. « Pour tous ceux qui sont Cultivés, je vous prépare un album intitulé De mi vida, en espagnol (De ma vie). Chacun vit des expériences qui le marquent profondément. Par exemple, une personne peut aimer la vie, mais se retrouver seule parce que son entourage l'abandonne. Une femme peut quitter son mari en raison de ses défauts, et inversement », a expliqué l'interprète de Fimbu.

«Mokuwa Bongo» innove également en intégrant l'intelligence artificielle dans

cet album. Il la perçoit comme une nouvelle forme d'intelligence en plein essor. « C'est une technologie qui n'est pas encore un savoir humain, mais qui évolue et occupe une place croissante dans nos vies. Enfants, adultes, soyez heureux, car vous allez adorer cet album », a-t-il promis à ses fans dans une vidéo postée sur Facebook.

Né le 14 septembre 1962 à Kinshasa, Félix Wazekwa, de son vrai nom Nlandu Wazekwa Félix, est l'une des figures respectées de la musique congolaise. Reconnu pour son intelligence, sa vision artistique et son talent de parolier, compositeur et musicien, il est également l'auteur de «Les petits bonbons de la sagesse», un ouvrage qui reflète sa philosophie et ses réflexions sur la condition humaine.

Avec De mi vida, «Monstre d'amour» s'apprête à marquer un tournant dans sa carrière, pour prouver une fois de plus sa capacité à toucher les cœurs et à séduire un public toujours plus large.

REBECCA BEKOMBE

Pointe-Noire : Teddy Benzo signe «Légendes» avec Mixton

Teddy Benzo et Mixton frappent fort avec leur nouvel album commun. «Légendes». Composé de 13 titres, l'opus marque une étape importante dans leurs carrières respectives.

Teddy Benzo, basé à Pointe-Noire, est l'une des figures majeures du rap congolais. Il s'est fait connaître grâce aux succès des titres comme «Ange et démon» et «Mwana Mboka», issus de son album «Illégal».

Son parcours débute dans les années 90 au sein du groupe Impartial Def. Par la suite, il rejoint la Production Afro

Centrique. En 2008, il retourne à Pointe-Noire et se consacre pleinement au hip-hop. Il fonde le label Large Production, rebaptisé Belle Rage Music en 2011.

Son premier album, Street Business, sort en novembre 2012. En janvier 2014, il dévoile Illégal, un album de 18 titres avec 11 collaborations. En 2018, il participe au concert Couleurs tropicales de Radio France internationale (RFI), enregistré par l'Institut français du Congo à Brazzaville. Aujourd'hui, il s'associe à Mixton pour offrir «Légendes», un projet audacieux qui fusionne leurs univers.

Avec cet opus, les deux artistes de Ponton La Belle confirment leur ancrage dans le paysage musical congolais.

YOUSSEF BRANH

CAF : la candidature de Samuel Eto'o approuvée par le TAS

Le Camerounais Samuel Eto'o va bel et bien se présenter à l'élection du Comité exécutif de la CAF prévue le mercredi 12 mars 2025 au Caire en Égypte. Le président de la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT) a vu sa candidature être validée par le Tribunal arbitral de sport (TAS), pourtant rejetée par la Confédération africaine de football pour raisons d'éthique.

« Le TAS admet l'appel de Samuel Eto'o et ordonne à la CAF d'intégrer son nom sur la liste des candidats », peut-on lire dans un communiqué du tribunal basé à Lausanne.

Cette décision, rendue le vendredi 7 mars 2025, met fin à un bras de fer intense entre l'ex-buteur des Lions indomptables du Cameroun et l'instance dirigeante du football africain. La candidature de Samuel Eto'o avait été rejetée initialement en janvier 2024 en raison d'une condamnation dans une affaire des matches truqués et de pari

sportif par le comité d'éthique de la CAF.

L'ancien joueur du Fc Barcelone remporte ainsi une victoire retentissante face à l'organe basé au Caire en Égypte. Eto'o pourrait donc être élu le 12 mars au comité exécutif de la CAF et remplacer son compatriote Seidou Mbombo Njoya à l'un des postes de vice-président. En cas d'élection, l'ancien capitaine de l'équipe nationale camerounaise renforcera sa position au sein du football africain et pourrait être un sérieux candidat à la succession de Patrice Motsepe, président de la CAF, dans quatre ans.



L'ancien capitaine des Lions indomptables du Cameroun, Samuel Eto'o actuellement président de la FECAFOOT. #Photo Droits tiers

Élu à la tête de la FECAFOOT en décembre 2021, Samuel Eto'o s'est donné pour ambition de réformer le football camerounais. La prochaine élection des membres du Comex

de la CAF sera très suivie, car elle pourrait ouvrir une nouvelle page au quadruple Ballon d'or africain.

DAN KALALA KALAMBAY

Masters internationaux de scrabble, les Léopards séjournent déjà au Cameroun

Les Léopards de la République démocratique du Congo séjournent depuis le 8 mars 2025 dans la ville de Douala au Cameroun où ils vont participer à la 10e édition des Super masters internationaux de scrabble prévue du 12 au 16 mars 2025.

La délégation congolaise a foulé le sol camerounais samedi avec une équipe solide constituée de 9 joueurs. Il s'agit de Thierry Muhenge Mbangala, Eugène Lama, Didier Langa, Hervé Vula Ntum, Ibn Ngumba, Lionel Jospin Enginzi, Mohamed Fienga, Junior Indombe et Igor Ianova. Les Léopards scrabbles sont plus que déterminés à ramener beaucoup de médailles à l'issue de cette compétition.

Le tournoi réunit les meilleurs joueurs africains. Pour les Supers masters internationaux de scrabble 2025, 12 pays d'Afrique francophone sont en lice. La 10e édition se déroulera dans le village Bona'anja Siga Bonjo (région du Littoral) au pays de Samuel Eto'o.

Le choix de cette localité au grand potentiel touristique s'explique par plusieurs raisons, comme évoquées par Danielle Nono, la responsable en charge de la communication et du marketing à la Fédération camerounaise de scrabble (FECASCRAB).

« L'année passée, nous avons organisé le championnat à Bon' Anja Siga Bonjo. Il est propice car on sera isolés. Il n'y a pas de distraction. On sera concentrés sur le sport. Nous voulons montrer à ces champions habitués du Cameroun autre chose que Douala et Yaoundé qu'ils ont déjà vu. On leur fait faire un peu de tourisme. Le lieu est vraiment magnifique. L'idée, c'est d'en mettre plein la vue aux compétiteurs », a-t-elle indiqué sur CRTV News.

Le tableau des compétitions comprend essentiellement un tournoi duplicate et un tournoi classique. C'est-à-dire le tournoi qui ressemble à un ensemble de matches contre un ordinateur et la version classique. 10 rondes de classique avec une finale attendent les concurrents. Une dizaine de primes de 300 à près de 5000 euros sont en jeu. Le premier championnat national junior fait partie du programme des Super Masters 2025.

DAN KALALA KALAMBAY

Coupe de France féminine : Kanjinga et le PSG en finale

Merveille Kanjinga et le PSG féminin se sont qualifiées en finale de la Coupe de France féminine. L'internationale congolaise et son équipe ont battu la formation de l'As Saint-Étienne in extremis (2-1), samedi 8 mars lors de la demi-finale grâce à un but de Grace Geyoro.

C'est sur le fil que les Parisiennes ont décroché leur qualification pour la finale. Dans ce duel entre pensionnaires d'Arkema Première Ligue, il a fallu attendre après l'heure de jeu pour que les débats se décentent. Les Rouges et bleues ont été les premières à faire trembler les filets par l'entremise de Korbin Albert (67e, 1-0).

La réaction des Vertes a été aussi prompte. L'As Saint-Étienne est parvenue à égaliser sur un but marqué par Alexandria Lamontagne (74e, 1-1). Après ce but égalisateur, les deux équipes se sont mises coude à coude pour chercher la victoire finale. Merveille

Kanjinga aurait pu donner l'avantage au PSG. L'attaquante congolaise a touché le montant sur un tir bien ajusté (90e+6).

Trois minutes après, la Léopard dame a parfaitement trouvé sa coéquipière Grace Geyoro qui a bien surgi pour offrir la qualification à son équipe au bout du temps additionnel (90+9e, 1-2). Le PSG féminin se qualifie ainsi pour la finale de la Coupe de France féminine 2024-2025. Les Rouges et bleues affronteront l'équipe de Paris Fc. Ce sera donc une finale 100% parisienne.

DAN KALALA KALAMBAY



L'internationale congolaise, Merveille Kanjinga avec le maillot du PSG féminin va au marquage face à une joueuse de Saint-Étienne. #Photo Droits tiers